

Le pouvoir aux travailleurs

09 MAI 1993

N° : 11

PRIX : 50 f

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Sommaire

	PAGES
Editorial AFRIQUE DU SUD :	
L'ASSASSINAT DE CHRIS HANI	
COTE D'IVOIRE :	2 - 3
- VIOLENCE CONTRE DES ETUDIANTS EN GREVE	
- DES GARDES REPUBLICAINS SE REVOLTENT	4
- DEUX SEMAINES DE GREVE AUX P ET T	4 - 5
- UNIVERSITE ABOBO-ADJAME :	5 - 6
ETUDIANTS DEGUISES EN TISSERANDS OU EN MANOEUVRE	6 - 7
- ARTICLE 52 OU PAS, CA NE COMPTE PAS.	7
- PREMIER MAI	
TOGO :	7 - 8
- L'ESPOIRE C'EST LA MOBILISATION DE LA POPULATION	8 - 9
ZAIRE :	
- MOBUTU EN DISGRACE AUPRES DE SES MAITRES ?	9 - 10
MACI :	
- LES JEUNES A NOUVEAU DANS LA RUE	10 - 11
- SOUS L'EFFET DE LA CRISE LE MICRO NATIONALISME GAGNE - T - IL DU TERRAIN EN AFRIQUE ?	12 - 14

AFRIQUE DU SUD :
L'ASSASSINAT DE CHRIS HANI

Le 10 avril dernier, Chris Hani, le leader du parti communiste sud-africain, a été assassiné par un certain Janusz Wallus connu comme anti-communiste et membre du Mouvement de Résistance Afrikaan, la principale organisation blanche d'extrême droite. Chris Hani était considéré comme l'une des grandes figures du nationalisme noir, notamment de l'ANC. Il était très populaire dans les milieux défavorisés des townships, surtout au sein de la jeunesse. Ancien chef d'état-major d'Umkhonto-we-Sizwe, la branche armée de l'ANC du temps de l'illégalité, il incarnait pour beaucoup l'image d'une volonté d'en finir radicalement et définitivement avec l'apartheid et les injustices.

Même s'il est vrai que l'aile armée de l'ANC a plus servi à celle-ci à s'imposer comme l'unique dépositaire des aspirations des populations noires qu'à combattre l'apartheid et que, par ailleurs, depuis la libération de Mandela, le rôle des dirigeants nationalistes noirs, dont Chris Hani, est surtout de tout faire pour désamorcer la colère des opprimés noirs afin d'éviter une explosion sociale profonde, la mort de Chris Hani a été ressentie comme une provocation par les populations noires. Elle a suscité la fureur d'une bonne partie d'entre elles. Les townships ont explosé de colère et de haine, sous forme d'émeutes, de manifestations qui se sont étendues à plusieurs coins du pays, à Soweto, à Johannesburg, bien sûr, mais aussi au Cap, à Port-Elizabeth, Pietermaritzburg et Durban.

A Soweto, 15 000 personnes ont pris d'assaut un poste de police en réclamant qu'on leur livre le meurtrier de Chris Hani. Il y a eu 4 morts et 245 blessés. Au Cap, 10 000 manifestants s'en sont pris à un commissariat qu'ils ont saccagé ainsi que le centre-ville dont les boutiques ont été endommagées et pillées par des groupes de jeunes révoltés. On a enregistré deux morts et une centaine de blessés.

Ces événements ont inquiété tant le pouvoir en place que les dirigeants nationalistes noirs. D'un côté, 3 000 hommes supplémentaires ont été mobilisés par Frederik de Klerk pour faire face à la situation ainsi créée. 23 000 policiers au total ont été déployés dans tout le pays. D'un autre côté, pour éviter d'être débordé par les vagues de manifestations de colère, dès l'annonce de la mort de Chris Hani, Mandela s'est adressé sur les ondes aux populations des ghettos en les appelant "à répondre à la violence par le calme et la dignité". C'est avec l'aide de la police que les dirigeants de l'ANC ont tenté de contenir le mécontentement populaire et d'imposer le calme dans les townships, sans pour autant apparaître en retrait par rapport aux événements.

Dès le 12 avril, à l'occasion de l'enterrement de Chris Hani, les principales organisations anti-apartheid, à savoir l'ANC, le Parti Communiste et la centrale syndicale COSATU, ont lancé le mot d'ordre de "stayaway". Cette expression qui en anglais signifie littéralement "reste loin" désigne une opération du genre ville morte pendant laquelle la population des townships a été invitée à rester chez elle, à ne pas sortir dans les rues pour éviter toute éventualité d'explosion de colère. Un million et demi de personnes ont respecté le mot d'ordre d'une grève en signe de deuil. Un meeting réunissant au moins 30 000 personnes a été aussi organisé dans un stade à Soweto. Mandela y a vainement tenté de convaincre la foule de la nécessité d'éviter les débordements intempestifs. Le 17 avril, une autre grande manifestation a eu lieu dans les rues de Johannesburg, regroupant 30.000 personnes soigneusement encadrées par le service d'ordre de l'ANC.

Les dirigeants de l'ANC ont surtout cherché à canaliser la colère populaire pour éviter tout débordement de nature à conduire à un affrontement avec les forces de l'ordre gouvernementales ou les bandes racistes blanches, tout en se servant du mécontentement populaire pour se livrer à une démonstration de force les plaçant comme des interlocuteurs incontournables. En s'appuyant sur le mouvement populaire, en l'encadrant sous forme de grandes manifestations, mais respectueuses de l'ordre, ils ont cherché à prouver à la bourgeoisie blanche et au pouvoir de Klerk que, dans les négociations en cours, rien ne pourra se faire sans eux, sans l'importante influence qu'ils ont sur la masse des populations noires pauvres du pays, notamment celles des grands ghettos. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, pendant les événements même, les dirigeants de l'ANC ont parlé de l'accélération des négociations et de la formation des organes mixtes en vue de la tenue d'élections libres dans un avenir proche. Ils ont exigé que d'ici fin mai soit fixée la date des élections multiraciales et trouvé un accord garantissant les institutions de la transition.

L'objectif de l'ANC est de chercher à imposer une solution négociée, comme cela fut le cas au Zimbabwe, avec un président noir, une chambre de députés à majorité noire, etc. Mais, si elle réussit, d'une telle solution ne bénéficiera que la bourgeoisie sud-africaine, blanche et noire, qui se sera donné de nouveaux moyens politiques légaux pour justifier son ordre d'exploitation. Les principales victimes en seront les pauvres et principalement la classe ouvrière sud africaine, sans les luttes desquels aucun recul de l'apartheid n'aurait été possible dans ce pays.

L'émancipation véritable, à la fois sociale et raciale, des populations noires d'Afrique du Sud ne passe pas par la consolidation d'un ordre garanti par Mandela et de Klerk. Il ne passe pas non plus par des affrontements ethniques ou raciaux. La seule voie de l'avenir passe par la prise de conscience du prolétariat sud africain de l'identité de ses intérêts politiques, par-delà les appartenances ethniques, et de l'opposition de ses intérêts à ceux de la bourgeoisie capitaliste, blanche et noire. Espérons qu'au travers de la situation actuelle, grâce à la clarification de la position des uns et des autres, une frange au moins du prolétariat acquière cette conscience-là.

COTE D'IVOIRE

VIOLENCE CONTRE DES ETUDIANTS EN GREVE

Le 19 avril dernier, des étudiants à l'appel de la FESCI, ont tenu au Campus de Cocody un meeting pour discuter entre autres des "irrégularités intervenues dans le paiement de la bourse, le retard dans l'attribution des chambres en cité universitaire, l'extension du système des unités de valeur..." Ils ont été violemment dispersés par les forces de l'ordre.

Les étudiants ont réagi aux brutalités des CRS par des jets de pierres. Bilan des affrontements: plusieurs étudiants blessés dont un grièvement, trois voitures brûlées et autres dégâts matériels. Il s'agit là d'une violence voulue par les autorités qui tenaient à faire preuve de fermeté. Alors elles ont profité de la première occasion venue

pour frapper.

Malgré les appels à la reprise des cours lancés par le recteur et les menaces proférées par lui d'une "année blanche", les étudiants ne semblent pas prêts à céder aux manoeuvres d'intimidation. C'est ainsi que le 30 avril, Puis le 06 mai, ils ont tenu deux autres meeting à l'université d'Adjamé. Les forces de l'ordre sont chaque fois intervenues pour y mettre brutalement fin. Il y a eu de nombreux blessés du côté des étudiants.

Par le passé, les étudiants ont obtenu satisfaction plus d'une fois grâce à leur action déterminée. Il n'est pas encore dit qu'ils sont prêts à baisser les bras face à la violence gratuite dont ils sont victimes.

DES GARDES REPUBLICAINS SE REVOLTENT

Des éléments de la garde républicaine qui surveillent jour et nuit les bâtiments administratifs tels que la radio, la télévision, le palais du président ou les résidences des ministres ont, fin mars, pris en otage des officiers et occupé la présidence de la république

située au Plateau, le quartier des affaires. Ils réclamaient une subvention de 150 000 F CFA pour cas de décès de parent et des primes de risques et de garde. Une semaine plus tard, ce sont d'autres éléments de la garde républicaine de Yamoussoukro qui ont pris la

relève de ceux d'Abidjan en se mutinant à leur tour.

Houphouët Boigny, surpris par l'audace de ces gardes moins gradés qui n'ont pas hésité un seul instant à investir la présidence (il y a même un caporal dans la délégation), a choisi de négocier avec les mutins. Il leur a fait des promesses et ces derniers ont regagné les rangs.

Les mutins ont cependant témoigné beaucoup d'illusions voire de respect vis-à-vis de Houphouët Boigny, à qui ils se sont adressés comme à un père. Celui-ci leur a fait de simples promesses verbales. Or, lors de la manifestation des soldats en mai 1990, le dictateur avait fait de fausses promesses. Cette fois les tiendra-t-il ? Rien n'est certain.

Cette mutinerie montre en tout cas que même les soldats, voire des officiers subalternes, ont des raisons d'être mécontents et de revendiquer. Les hauts dignitaires du régime - parmi lesquels les officiers eux-mêmes - pillent tellement les caisses de l'Etat qu'il n'en reste même pas pour la base de

leur armée.

Oh, bien sûr, s'il y a de l'argent dans les caisses, les militaires, mêmes les petits, auront la priorité par rapport aux travailleurs. Et si l'Etat ne veut ou ne peut plus, les dirigeants peuvent décider, formellement ou dans les faits, de laisser la bride au cou des militaires pour qu'ils prélèvent, arme à la main, de quoi compléter leurs fins de mois. Cela se passe ainsi dans bien des pays d'Afrique et même déjà, dans une certaine mesure, en Côte d'Ivoire. Bien sûr, tout cela se fait au détriment des plus pauvres.

La mutinerie montre néanmoins que si les travailleurs étaient organisés et s'ils avaient à leur disposition un parti représentant leurs intérêts politiques, ce parti pourrait et devrait s'adresser aux soldats du rang avec une politique visant à les détacher des dirigeants de l'Etat comme de leur propre hiérarchie. C'est de cette façon-là seulement que la classe ouvrière pourrait empêcher que les possédants utilisent les soldats contre les plus pauvres.

DEUX SEMAINES DE GREVE AUX P ET T

Le mouvement de grève qui a commencé aux P et T le 21 avril a pris fin le 29 avril, presque à la veille du 1er mai. Les travailleurs de la SIPE et de la CI-TELECOM ont voulu, par leur grève, protester contre

l'application d'une nouvelle grille des salaires qui, selon eux, revenait en fait à diminuer leurs salaires.

En effet, la direction de la SIPE et celle de CI-TELECOM

ainsi que le ministre des P et T n'ont pas tenu leurs promesses prises il y a cinq mois lors de la précédente grève. Pour calmer les travailleurs en grève, ils ont accepté du bout des lèvres leurs revendications telles que l'aide au logement et la révision de la grille des salaires qui permettait à la direction de s'octroyer des salaires "exorbitants".

A la mi-avril, non seulement la nouvelle grille salariale adoptée par le gouvernement n'a pas touché les salaires des PDG, DG et autres, mais elle n'a tenu compte d'aucune revendication antérieure des travailleurs. Cela a provoqué un mécontentement de ceux-ci qui ont immédiatement réagi par un débrayage les 14 et 15 avril. Huit grévistes ont été arrêtés à cette occasion et détenus à la MACA, sous prétexte qu'il y aurait eu "des actes de sabotage". Ainsi de nouvelles revendications sont venues s'ajouter aux autres: la libération de leurs camarades détenus et la solution au problème des "mutations

arbitraires et abusives".

Face à une direction et un gouvernement qui n'avaient pas envie de négocier, une grève "illimitée" s'est déclenchée le 21 avril. Elle a duré deux semaines pendant lesquelles un des temps forts était une manifestation, devant POSTEL 2001, constituée en majorité des femmes et dispersée par une intervention musclée des forces de l'ordre.

Cette grève, dirigée par le principal syndicat SYNAPOSTEL, a été largement suivie. Malgré l'emploi de plus de 200 chômeurs pour remplacer les grévistes, notamment au Centre National de Tri Postal et au bureau de l'aéroport, la grève n'a pas été brisée. Finalement les dirigeants syndicaux ont pu négocier avec la direction et le ministre de tutelle. Les grévistes n'ont pas obtenu satisfaction sur l'essentiel - la nouvelle grille salariale. Mais cela n'est peut-être que partie remise.

**UNIVERSITE ABOBO-ADJAME:
ETUDIANTS DEGUISES
EN TISSERANDS OU EN MANOEUVRES.**

Le mardi 27 mai au matin, les militaires ont frappé mal même les étudiants pour les empêcher de tenir leur meeting. Dans leur fuite, il y a quelques étudiants qui sont entrés dans l'enceinte de Filtisag en sautant le mur ou le portail de cette usine pour se cacher des

militaires qui les poursuivaient.

Les étudiants ont bénéficié de la complicité des travailleurs pour les cacher des militaires à leurs trousses.

Certains se sont ainsi

transformés en tisserands, d'autres en manoeuvres pour charger les camions. Ils ont ainsi passé toute la matinée en compagnie des ouvriers.

Faut-il rappeler que les ouvriers de cette usine ont eux aussi, plus d'une fois, senti l'odeur des gaz lacrymogènes et se sont défendus des matraques

des militaires?

Ce qu'on peut souhaiter à l'avenir c'est que les ouvriers ou les étudiants, les uns ou les autres, viennent en masse chez les autres n'ont pas seulement dans leur fuite mais aussi d'une manière consciente, concertée, pour unir leur force, pour faire aboutir leurs revendications.

ARTICLE 52 OU PAS, ÇA NE COMPTE PAS.

Plusieurs dizaines de travailleurs de Filtisac ont reçu une sanction pour s'être absentes les journées du dimanche et du lundi de Pâques. La direction de l'usine a invoqué l'article 52 de la constitution pour appuyer sa sanction.

En effet, une convocation signée par la direction générale a été affichée la veille, les intimant l'ordre de se rendre au travail, ceci sans même leur demander leur avis.

Les travailleurs quant à eux ont ainsi voulu marquer leur

mécontentement en boycottant ces deux jours d'une façon concertée.

Les travailleurs de cette usine savent par expérience que même s'ils venaient au travail il se pourrait bien que rien ne leur soit payé ou, au mieux, les heures travaillées compteraient comme heures normales.

Par défiance, à l'occasion du premier Mai beaucoup de travailleurs disaient en rigolant: "ils n'ont qu'à envoyer leur article 52 comme ça on va voir".

PREMIER MAI

En CI, le premier Mai c'est un jour de fête pour les travailleurs. Après la marche traditionnelle vers la présidence pour déposer le "cahier de doléances" les travailleurs vont

boire et manger entre amis.

Ca ne veut pas dire que tout va bien pour eux. Bien au contraire. Ils sont tellement comprimés sous le poids de

multiples problèmes, aussi bien liés aux bas salaires, qu'à leur dignité bafouée tous les jours par les riches qui les exploitent, ou encore, à toutes les injustices rencontrées chaque jour, qu'ils ont besoin de montrer leur nombre, donc leur force, en participant aux défilés. De montrer aussi leur fierté d'être travailleurs. Quant à la fête, c'est ce jour-là une des rares occasions de passer quelques bons moments entre

camarades de travail.

Les riches pensent peut-être avoir définitivement résolu le spectre du premier Mai, comme jour de revendications et de luttes des travailleurs. Mais c'est une erreur. Ce qui s'est passé à Moscou en est un exemple. Les travailleurs renoueront avec la vieille tradition du mouvement ouvrier quand ils le sentiront nécessaire.

TOGO :

L'ESPOIR, C'EST LA MOBILISATION DE LA POPULATION

Depuis le 16 novembre, la situation politique et économique est totalement bloquée au Togo. Le pays est paralysé par une grève des travailleurs. Ces derniers réclament le paiement des salaires, mais aussi la neutralité de l'armée et la formation d'un autre gouvernement. Face à ce mécontentement populaire, la dictature d'Eyadéma répond par la répression et la tuerie : 250 000 Togolais ont fui Lomé, la capitale, pour se réfugier dans les provinces ou dans les pays voisins, notamment au Bénin et au Ghana.

Tout dernièrement, le ministre de la fonction publique vient de sommer les travailleurs de reprendre le travail sous peine d'être licenciés et remplacés par d'autres. L'opposition a réagi à cette menace non pas en appelant à l'intensification de lutte, à la grève générale, pour obliger le gouvernement réactionnaire de

Lomé à satisfaire les revendications des travailleurs, mais elle a attaqué ce dernier sur l'inconstitutionnalité des menaces de licenciement qui planent sur les travailleurs pour fait de grève, comme si l'armée du dictateur Eyadéma, arrivée au pouvoir par un coup d'Etat, avait besoin de respecter les lois et les constitutions. Edem Kodjo, un des leaders de l'opposition, est allé jusqu'à déclarer que ce n'est pas par des menaces mais par la recherche d'un consensus qu'on surmonterait la crise.

Les travailleurs qui depuis plusieurs mois sont à la pointe du combat contre la dictature au Togo constituent une force colossale capable non seulement de faire reculer Eyadéma et sa bande d'assassins armés, mais même de renverser leur régime pourri. Mais pour ce faire, ils ne doivent pas compter sur les partis de l'opposition qui s'agenouillent devant les lois

et les constitutions bourgeoises.

Le but de ces partis dirigés pour la plupart par d'anciens sous-fifres d'Eyadéma n'est pas de s'en prendre à la dictature en général et moins encore à l'ordre social d'exploitation, d'injustices, d'inégalités sur lequel elle veille. Ce qu'ils veulent, c'est remplacer Eyadéma ou trouver un compromis avec lui pour se partager les portefeuilles ministériels et continuer la même politique favorable aux riches dont ils font partie. Voilà pourquoi, dans la crise actuelle qui oppose le peuple togolais à la dictature d'Eyadéma, ces messieurs de l'opposition préfèrent en appeler

à des choses inutiles, inefficaces, telles les lois, les constitutions, dont le dictateur se moque éperdument, ou alors à l'arbitrage des pays riches, de la France, des Etats-Unis, ceux-là mêmes qui ont imposé Eyadéma depuis plus de vingt ans.

L'avenir, c'est la mobilisation de la population, c'est que les travailleurs se dotent un jour d'un parti qui soit le leur, indépendant des organisations de l'opposition, pour défendre les intérêts des masses opprimées et imposer l'amélioration des conditions de vie et les libertés nécessaires.

ZAIRE :

MOBUTU EN DISGRACE AUPRES DE SES MAITRES ?

La France, la Belgique et les Etats-Unis ont saisi le Secrétaire Général de l'ONU sur le caractère "préoccupant de la situation au Zaïre", a indiqué le ministre français des Affaires Etrangères. Les trois pays demandent à Boutros Ghali d'écrire à Mobutu pour lui faire part de cette préoccupation.

De son côté, le secrétaire d'Etat américain aux Affaires Africaines, Georges Moose, a annoncé que Washington s'appêtait à prendre contre Mobutu des mesures "similaires à celles prises par la France et la Belgique". Bruxelles et Paris auraient déjà refusé d'accorder des visas d'entrée au dictateur et à ses proches. Washington envisagerait d'empêcher Mobutu

d'utiliser des fonds qui devraient être à la seule disposition du gouvernement baptisé "légitime". Ce gouvernement serait celui formé par Tsishekedi et non celui désigné par Mobutu et dirigé par Faustin Birindwa.

L'appel à l'intervention diplomatique de l'ONU n'est que de pure forme. Les impérialistes américains, à la tête des anciens colonialistes relégués au second plan, n'ont jamais attendu une quelconque autorisation de l'ONU pour mettre en place et entretenir ou défaire des dictatures féroces de leur choix, où que ce soit dans le monde. Et aujourd'hui, si tel était leur désir, ils n'attendraient pas une quelconque décision de Boutros

Ghali pour remplacer un dictateur jugé trop usé par eux, par un autre qui ferait mieux l'affaire.

Mais, soit dit en passant, Boutros Ghali a immédiatement répondu présent à cet appel en annonçant un voyage à Bruxelles pour un petit ballet diplomatique dans les jours qui suivent.

Quant à ne pas accueillir Mobutu ou restituer au peuple zaïrois les fonds dilapidés, cela relève d'une farce cynique. Entre Bokassa du Centrafrique, Bébé Doc de Haïti, Marcos des Philippines ou le Shah d'Iran, la liste est longue des dictateurs accueillis à bras ouverts dans des résidences dorées des stations balnéaires des métropoles occidentales. Les populations n'ont toujours pas pu mettre la main sur le moindre centime des milliards détournés et placés dans des comptes dits secrets en Suisse ou ailleurs par les dictateurs.

Mais aussi énormes qu'elles puissent être, ces sommes ne représentent qu'une toute petite partie des profits colossaux que les sociétés capitalistes, les

trusts et les multinationales ont réalisés et continuent de réaliser sur le dos des travailleurs du monde entier. Il ne sera jamais question de restituer ces richesses détournées en quantités industrielles et pendant des dizaines d'années.

Alors tout le cinéma auquel se livrent les USA, et derrière eux les dirigeants français et belges, n'est destiné qu'à faire pression sur Mobutu. Sont-ils en train de le lâcher définitivement ou bien se contenteront-ils une fois de plus d'un compromis de Mobutu avec les hommes politiques dits d'opposition? Il est difficile de l'affirmer pour le moment.

Mais, passation de pouvoir ou pas, les aspirations des travailleurs Zaïrois et plus généralement des masses pauvres du pays ne peuvent pas entrer en ligne de compte dans les froids calculs des dirigeants impérialistes et leurs serviteurs locaux, qu'ils s'appellent Mobutu ou Tsishekedi.

MALI :

LES JEUNES A NOUVEAU DANS LA RUE

Le 5 avril, une révolte a éclaté à Bamako, déclenchée par les étudiants et les élèves. Les jeunes des quartiers s'étaient joints à eux. L'événement avait pour cause une tentative du gouvernement d'imposer frauduleusement une direction à sa solde à l'AEEM, l'Association des élèves et étudiants du Mali, à la suite d'un congrès tenu secrètement à l'insu des membres de ladite association.

La nouvelle direction s'est présentée à la télévision et à la radio comme l'unique représentant de l'AEEM. Cette intervention a été ressentie comme une magouille et une provocation par les élèves et les étudiants. Ceux-ci ont envoyé un ultimatum pour demander la démission du bureau fantôme. Mais n'ayant pas obtenu satisfaction, ils sont descendus dans la rue pour

manifestent leur colère. Ils se sont pris à tout ce qui symbolise l'Etat. Ils ont attaqué et saccagé la résidence familiale du président Alpha Konaré, la coopérative Jamana appartenant à l'Adema, (l'Alliance pour la démocratie au Mali), la principale formation politique du pays au pouvoir, le domicile du secrétaire général de la même organisation ainsi que la salle de délibération de l'Assemblée Nationale. Ils se sont aussi affrontés à la police. Officiellement, un jeune est mort.

A la suite de ces événements, Alpha Konaré a décidé de dissoudre son gouvernement et de changer de premier ministre, peut-être par peur de revivre ce qui s'est passé en 1991 et qui a conduit à la chute du dictateur Moussa Traoré,

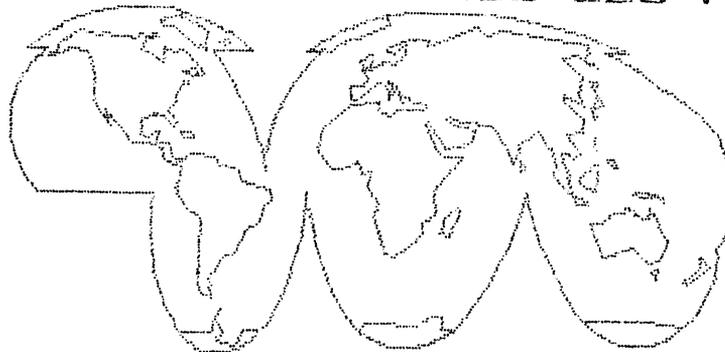
Les étudiants se sont révoltés contre une provocation du pouvoir. Mais aussi parce que leurs bourses ne leur sont pas payées depuis des mois et parce que leurs conditions de vie et d'étude se dégradent.

Ils ont raison de se révolter plutôt que d'attendre que le gouvernement fasse quelque chose, alors qu'il ne fera rien.

Et si les travailleurs, les pauvres ont quelque chose à faire, ce n'est évidemment pas de prendre partie pour le gouvernement, mais au contraire, s'inspirer de leur exemple pour leurs propres revendications.

Car pour les travailleurs et l'ensemble de la population pauvre, c'est toujours la misère et la situation ne s'améliore pas, mais s'aggrave. Sous la pression du FMI, le gouvernement continue à licencier dans la fonction publique moyennant une prime dérisoire. Dans les hôpitaux, c'est le délabrement. Il n'y a pas de médicaments. En revanche le coût de la vie ne cesse d'augmenter. C'est cette même situation qui a conduit à la chute de Moussa Traoré. Et si les travailleurs faisaient crédit au nouveau gouvernement de sa bonne volonté, ils n'y gagneraient que la désillusion et l'aggravation de leur sort. Leur intérêt est, au contraire, de se faire entendre par la lutte, mais aussi de profiter de l'assouplissement du régime pour s'organiser autour des revendications économiques et sur le plan politique, afin d'avoir les moyens de se défendre eux-mêmes et proposer une politique pour toute la société.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

SOUS L'EFFET DE LA CRISE
LE MICRO NATIONALISME GAGNE-T-IL
DU TERRAIN EN AFRIQUE ?

Trente ans après la création de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine), on assiste non pas à des tentatives d'unification, mais au contraire à un renouveau ou à une exacerbation de mouvements séparatistes à coloration ethnique ou régionaliste.

C'est ainsi que, par exemple, au Sénégal, le mouvement indépendantiste casamançais, qui était plus ou moins en veilleuse durant les années passées, reprend de l'ampleur au point que pour maintenir l'ordre en Casamance le gouvernement sénégalais a été obligé de rapatrier ses soldats envoyés au Libéria sous le drapeau de l'ECOMOG. Comble d'ironie, ils étaient envoyés au Libéria pour lutter contre les forces de Charles Taylor, qui lui-même veut, à défaut de pouvoir gouverner sur l'ensemble du Libéria, son morceau à lui !

En Angola, c'est Jonas Savimbi (le dirigeant de l'UNITA) qui, n'acceptant pas sa défaite lors des dernières élections présidentielles, continue sa guerre civile et demande aujourd'hui le partage de l'Angola en deux morceaux : l'un pour lui, et l'autre pour son rival, l'actuel président.

A Madagascar, Ratsiraka, l'ancien dictateur déchu après les dernières élections au profit d'Albert Zafy, a créé son nouveau mouvement "fédéraliste". Après

avoir été pour l'unité de l'île lorsqu'il était au pouvoir, le voilà devenu brusquement le partisan du partage du pays en plusieurs fédérations. Il s'appuie sur les sentiments d'une partie des habitants des régions côtières défavorisés par rapport à ceux du centre pour se lancer dans un mouvement régionaliste. Les "provinces", entités créées depuis l'époque coloniale et perpétuées par tous les régimes qui se sont succédé, devront être transformées, selon lui, en Etats fédérés. Déjà dans la région d'Antsiranana (au Nord de l'île) ainsi que celle de Toliary (au Sud), des incidents violents ont éclaté entre les populations, faisant des morts.

L'objectif de Ratsiraka est peut-être tout simplement de se servir de l'argument régionaliste pour faire le plein des voix lors des élections législatives de mai prochain. Mais en agissant ainsi, il n'hésite pas à mettre le feu à une poudrière. Madagascar est peuplé d'une mosaïque de populations d'origine diverse. Certes, les siècles de brassage entre les populations ont donné naissance à une relative unité de l'île, mais les disparités sont encore vivaces. Et si par malheur le pays entre dans le cercle infernal du tribalisme ou du régionalisme, on aurait une configuration inextricable. Comment en effet créer des frontières à l'intérieur d'une île où les peuples sont mélangés, surtout dans les

viles où se côtoient des gens originaires de régions diverses? On trouve jusqu'à l'extrême nord du pays des paysans originaires du sud sans parler des gens du centre (les Mérina) qui ont quitté, parfois depuis des générations leur région d'origine pour travailler ailleurs. Les politiciens, comme Ratsiraka ou ses acolytes régionalistes, sont prêts, en effet, à entraîner les masses pauvres vers un bain de sang pour assouvir leurs ambitions personnelles. Eux, ils auront peut-être leurs bouts de territoires où ils pourront gouverner et s'enrichir à défaut de ne pouvoir le faire à l'échelle nationale. Mais pour les masses pauvres, ce serait un camp de concentration en modèle plus réduit avec des dirigeants qui seront d'autant plus féroces et voraces qu'ils gouverneront sur des territoires plus petits.

Au Mali et au Niger, ce sont les chefs Touaregs qui revendiquent leur autonomie, tandis qu'au Soudan, les dirigeants "sudistes" revendiquent la séparation du Soudan entre le Nord à majorité arabo-musulmane et le sud, négro-africaine. De la même manière, on a vu au Tchad, lors de la dernière conférence nationale, des dirigeants politiques du Sud réclamer la "fédération" entre le Nord et le Sud en s'appuyant sur le fait que les dirigeants "nordistes" voudraient imposer la langue arabe sur l'ensemble du territoire.

La plupart de ces mouvements ne sont bien sûr pas nouveaux sur le continent africain. Certains existent depuis plusieurs années. Mais l'aggravation de la crise économique favorise tous ces mouvements réactionnaires. L'éthnisme comme le régionalisme poussent sur le terreau de la misère et du sous-développement.

Les dirigeants de ces mouvements parviennent parfois à trouver un écho favorable au sein des populations déshéritées car ils s'appuient sur des sentiments réels de colère et de frustration. Mais entre ce que ces dirigeants proposent comme prétendues solutions aux aspirations légitimes des masses pauvres et ce qui va réellement dans le sens de l'amélioration de leurs conditions d'existence, il y a tout un monde. Regardons justement dans l'ex-Yougoslavie comment les dirigeants nationalistes, les mêmes qui étaient d'ailleurs les dignitaires de l'ancien régime, se sont partagé le pays en petits lambeaux de territoires sans que la condition de vie de la population ne se soit améliorée. Bien au contraire.

La crise économique que traverse le monde capitaliste frappe de plein fouet l'Afrique et s'aggrave d'année en année. La misère et la faim gagnent du terrain, y compris dans les contrées favorisées du point de vue climatique. L'exode rural massif continue voire s'accélère. Quand ce n'est pas la famine qui pousse les populations rurales à aller vers les centres urbains déjà saturés, ce sont les guerres civiles. Le nombre de pays en proie à des guerres civiles s'accroît. Certains parlent de tentative de "balkanisation" ou de "libanisation" de l'Afrique.

Et il n'y a pas longtemps, on pouvait entendre des imbéciles dire ou écrire que le tribalisme et l'éthnisme étaient une spécialité africaine, mais force est de constater que les pays européens eux-mêmes n'en sont pas épargnés, à l'image tragique de ce que fut la Yougoslavie.

L'avenir pour les masses pauvres d'Afrique n'est ni dans le maintien des frontières héritées du colonialisme ni dans le morcellement supplémentaire que voudraient imposer ceux qui s'y opposent au nom de l'ethnisme, de la religion ou du micro-nationalisme. Le continent africain est suffisamment vaste pour que tous les peuples, toutes les ethnies, toutes les religions puissent cohabiter sans forcément s'entre-déchirer et se cloisonner derrière des frontières qui, de toutes les façons, ne les protégeront contre rien, mais au contraire serviront à leurs oppresseurs pour les opprimer et les exploiter encore plus.

Mais un autre avenir pour l'Afrique que celui qu'impose la société capitaliste en crise, à savoir l'aggravation de la misère pour la grande majorité et la guerre fratricide, n'est envisageable que s'il existe au sein des classes exploitées des éléments pour faire valoir un autre projet de société : une société débarrassée de l'exploitation et des frontières qui divisent les peuples au lieu de les rassembler. Les grandes villes africaines sont les lieux où se sont rassemblées au fil des années des masses rurales chassées par la misère. Ces populations, par la force des choses, ont appris à se côtoyer

et à se connaître. Elles vivent la même misère et la même oppression. Un pauvre n'est pas pauvre parce qu'il est de telle ou telle ethnie, mais parce qu'il est prolétaire.

La concentration de populations de diverses régions, ethnies et religions constitue une poudrière pouvant s'embraser en guerres fratricides lorsque les pauvres se mettent derrière les dirigeants politiques qui veulent profiter de leur colère pour l'utiliser à leur profit individuel et pour leur soif de pouvoir. Mais cette même concentration pourrait aussi devenir un élément extrêmement important pour l'avenir de l'ensemble des pauvres s'ils prennent conscience de leur force et du rôle qu'ils pourraient jouer pour leur propre émancipation. C'est une force colossale qui, si elle en prend conscience, peut offrir une toute autre perspective. Elle pourrait être le point de départ d'un vaste mouvement capable d'embraser toute l'Afrique pour qu'elle se débarrasse de la dictature et de l'exploitation capitaliste. C'est cette perspective-là que nous, militants internationalistes africains, voulons pour ce continent et, par-delà ce continent, pour l'ensemble du monde entier.

oooooooooooooooo

...

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.